

1. INTRODUCTION

L'Observatoire international de la démocratie participative a été constitué en novembre 2001 dans le cadre des projets de coopération décentralisée de la Commission européenne. Depuis, le réseau de gouvernements locaux, d'organismes municipaux, de centres de recherche et d'entités de la société civile qui composent l'OI DP a élargi le cercle de ses membres en créant de nouveaux espaces de rencontre et en approfondissant la réflexion et l'échange de connaissances liés à la démocratie participative.

Depuis la naissance du réseau, la municipalité de Barcelone assume la charge du secrétariat technique de l'OI DP. Depuis 2006, l'OI DP travaille en collaboration avec l'organisation Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), par le biais d'une convention pour le fonctionnement et le maintien du secrétariat technique du réseau OI DP.

Depuis novembre 2011, le secrétariat technique a œuvré au positionnement de l'OI DP comme un centre de référence mondiale dans la production de connaissances innovantes et pour le consolider comme espace d'échange d'expériences en démocratie participative sur le plan mondial.

Le rapport que nous vous présentons ci-après rassemble les activités et projets de l'OI DP menés à bien au cours du dernier semestre 2012 et du premier semestre 2013, d'après le calendrier des conférences annuelles du réseau.

2. ÉVOLUTION DES MEMBRES DU RÉSEAU

Le nombre d'adhésions au réseau a continué d'augmenter.

On a travaillé en suivant le mandat d'accroître et en même temps de diversifier la composition des membres du réseau. Dans cette ligne, c'est l'Europe non méditerranéenne et l'Afrique qui ont été les zones d'activité prioritaire, l'élément nouveau étant que de nouveaux membres en provenance de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Pologne, de la Suisse, de la Mauritanie, du Maroc, du Mozambique et du Nigeria se sont joints à nous. En outre, on a commencé à développer notre présence au Moyen-Orient et en Asie à partir des adhésions de membres de la Tunisie, de la Palestine, de la Turquie et de la Corée du Sud.

Vous trouverez ci-dessous le détail de tous les nouveaux membres ayant adhéré à l'OI DP au cours du dernier semestre 2012 et du premier semestre de 2013 (55 en total) :

1. Service Agency Communities in One World/Engagement (Allemagne)
2. Foundation Makassarplain Community (Pays-Bas)
3. Association transparence et développement (ATED) (Mauritanie)
4. Association jeunesse de Segangan pour la création et le développement durable (Maroc)
5. Enda ecopop-Bambey (Sénégal)
6. Conselho Municipal de Matola (Mozambique)
7. Commune arrondissement Rufisque Est (Sénégal)
8. Cellule d'appui à la gestion des collectivités territoriales, OUAGADOUGOU (Burkina Faso)
9. Metropolis Initiative Integrated Urban Governance — Successful Policy Transfer (Berlin)
10. Institut national de la décentralisation et du développement de Madagascar
11. Comunaute rural Keur Baka (Sénégal)
12. Conselho Municipal Maputo (Mozambique)
13. Foundation for Social and Economic Initiatives, Varsovie (Pologne)
14. ONG Consommateurs action directe (Côte d'Ivoire)
15. Réseau Doustourna (Tunisie)
16. Municipalité de Beit Sahour (Palestine)
17. Municipalité de Nevsehir (Turquie)
18. Municipalité métropolitaine de Gaziantep (Turquie)
19. Municipalité de Beyoglu (Turquie)
20. AfroLeadership (Cameroun)

21. Observatoire tunisien de la participation citoyenne (Tunisie)
22. Association italienne pour la participation publique (Italie)
23. Commune rurale d'Anjoman'ankona (Madagascar)
24. WikiRendum (Suisse)
25. Confédération française pour l'habitat, l'urbanisme et l'aménagement des territoires (France)
26. Action pour le développement des communautés (Cameroun)
27. Ethics MagazineD (Nigeria)
28. Suwon City (Corée du Sud)
29. Université de Rosario (Argentine)
30. Instituto Seva-Cidade Democratica (Brésil)
31. Wedecide.cat (Catalogne)
32. Observatoire sociodémographique des terres de l'Ebre (Catalogne)
33. Delegation Cuauhtémoc (Mexique)
34. Câmara Municipal de Odemira (Portugal)
35. Commission démocratie, cohésion sociale et enjeux mondiaux, Conseil de l'Europe — Strasbourg (France)
36. Gouvernement d'Aragon, direction générale de participation citoyenne (Espagne)
37. Amvi Associação — Associação de Moradores Residencial Vila Isabel, Gaspar (Brésil)
38. EUSKUHARTU PARTICIPACION, ONG (Espagne)
39. Municipalité de Vicente López (Argentine)
40. Generalitat de Catalunya (Catalogne)
41. Mairie de Sant Cugat (Catalogne)
42. Mairie des Franqueses del Vallès (Catalogne)
43. Mairie de Sallent (Catalogne)
44. Rede Brasileira de Orçamento Participativo (Brésil)
45. Association catalane de communes (Catalogne)
46. Mairie de Vic (Catalogne)
47. Câmara Municipal de Lisboa (Portugal)
48. Conseil régional de l'Alt Camp (Catalogne)
49. Mairie de Medellín (Colombie)
50. Institut Abaeté (Brésil)
51. Confederação das Mulheres do Brasil (Brésil)
52. Municipalité de Maipú (Argentine)
53. Prefeitura Municipal de Canindé (Brésil).
54. Institut de la démocratie (Équateur).
55. Institut pour le développement du territoire (Argentine)

Il convient également de souligner que l'on a accordé une attention toute particulière à la diversification de la composition des membres sur la base de la décentralisation de la structure du réseau — ce point sera traité d'une manière plus étendue à la section 5 de ce rapport — sur la base de l'obtention de nouvelles adhésions à la suite des contacts établis par le secrétariat lors des événements auxquels il a été invité (voir point 10 du présent rapport).

3. XIII^e CONFÉRENCE OI DP

La XIII^e conférence de l'OI DP « Citoyenneté pour la durabilité » se tiendra dans la ville portugaise de Cascais du 2 au 5 juillet. Dans le cadre des actes de présentation de cet événement aux citoyennes et citoyens de Cascais, le secrétariat technique s'est rendu sur place début février afin de collaborer à la présentation et à la diffusion de la conférence ainsi que pour commencer à élaborer la proposition de contenus de la présidence.

Ultérieurement, le secrétariat technique a participé activement à l'organisation de l'événement en soutenant à tout moment la Câmara Municipal de Cascais. Le secrétariat a notamment coordonné la séance sur les Observatoires locaux de démocratie participative et a collaboré en vue d'organiser une séance portant sur l'échange d'expériences sur le gouvernement ouvert.

Le secrétariat technique a également contribué à la diffusion de la conférence et des inscriptions. Il a finalement joué un rôle de facilitateur en mettant en contact les membres associés de l'OIDP avec l'organisation de la conférence en ce qui concerne les demandes spécifiques des premiers liées à l'évènement.

C'est également à Barcelone que l'on a conçu, édité et financé une publication interactive en ligne de la VII^e distinction OI DP Bonne pratique en participation citoyenne. De plus, on a également œuvré à la production physique du trophée qui est remis à la ville lauréate.

Par ailleurs et comme à l'accoutumée, le secrétariat technique s'est chargé de la préparation de la séance interne des membres. C'est-à-dire la préparation et la traduction de toute la documentation nécessaire, la logistique et aussi la diffusion de la convocation de la réunion.

4. VII^e DISTINCTION OI DP BONNE PRATIQUE EN PARTICIPATION CITOYENNE

Une année de plus, pendant 2013 le secrétariat technique a appelé les gouvernements locaux associés au réseau à participer à la VII^e distinction OI DP Bonne pratique en participation citoyenne. Cette édition a compté sur la participation de seize gouvernements locaux (un de plus que la fois précédente) du Portugal, de la Catalogne, de l'Argentine, de la Palestine, de la Turquie et de l'Afghanistan. Il convient de souligner la présence, pour la première fois, de candidatures issues du Moyen-Orient.

Après la conclusion de la période de présentation des candidatures à la mi-mars, le secrétariat technique a préparé la documentation et adapté l'espace virtuel afin de permettre au jury international — constitué en février à la suite d'un appel interne adressé aux membres partenaires du réseau — d'étudier les documents apportés et d'évaluer les candidatures tout au long du mois de mai. Au moment de voter, chaque membre du jury a choisi un maximum de trois expériences et leur a attribué respectivement 3, 2 et 1 points en respectant les critères de vote fixés dans le règlement.

En date du 31 mai, le jury a terminé ses évaluations et après avoir rendu son verdict il a décidé de décerner la VII^e distinction OI DP Bonne pratique en participation citoyenne à la Municipalité de Lisbonne pour l'expérience « Quartiers et zones d'intervention prioritaire » et une mention spéciale à la Municipalité de La Plata pour « Budget Participatif: des stratégies pour l'inclusion et l'innovation politique ».

Pendant cette période et parallèlement au travail du jury, on a commencé à préparer la publication interactive.

Le jury de la VII^e distinction était composé à cette occasion de 13 membres :

- ✓ MAIRIE DE BARCELONE.
- ✓ CÂMARA MUNICIPAL DE CASCAIS.
- ✓ ENDA.
- ✓ PREFEITURA DE PORTO ALEGRE.
- ✓ ASSOCIACIAO IN-LOCO.
- ✓ CENTRO DE ESTUDOS SOCIAIS DA UNIVERSIDADE DE COIMBRA.
- ✓ OBSERVATOIRE SOCIODÉMOGRAPHIQUE DES TERRES DE LLEIDA.
- ✓ PROJETS DEMA.
- ✓ ASSOCIATION ÉDUCATIVE HISPANO-AMÉRICAINNE.
- ✓ GROUPE D'ÉTUDES DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE, VILLE PARTICIPATIVE.
- ✓ VILLE DE NIORO DU RIP, SÉNÉGAL.
- ✓ FONDATION SOLIDARIDAD.

Le secret de l'expérience lauréate sera rendu public le 3 juillet dans le cadre de la cérémonie d'ouverture de la XIII^e conférence OI DP.

5. ANTENNES RÉGIONALES

Depuis la naissance du réseau, la mairie de Barcelone assume la charge de secrétariat technique de l'OIDP. À la suite d'un accord de partenariat passé avec la mairie de Porto Alegre, le réseau dispose depuis novembre 2011 d'un bureau régional dans cette ville pour l'ensemble de l'Amérique latine. À partir de ce moment-là, on a commencé à travailler en accordant une attention toute particulière à la décentralisation de la structure du réseau, sur la base du mandat des associés qui prévoyait que, pour obtenir un maximum des meilleures connaissances possible, il convenait de mettre l'accent sur la présence dans le territoire.

C'est la raison pour laquelle — à l'initiative d'ENDA-Ecopop — on a récemment mis en place l'Observatoire africain de la démocratie participative, une plateforme basée à Dakar et conçue comme le siège du bureau régional de l'OIDP en Afrique.

À l'occasion du sommet Africités 6 (organisé par CGLU Afrique) — qui s'est tenu dans la ville sénégalaise de Dakar du 4 au 8 décembre —, une séance d'échange et de lancement de l'OIDP a eu lieu entre les autorités locales africaines. Au cours de cette séance, à laquelle ont participé 154 délégués provenant de 16 pays africains, l'OIDP a été présenté aux assistants et en plus on a lancé officiellement la plateforme africaine de l'OIDP. Cette plateforme s'agence autour de ces 4 dimensions :

- Collectivités territoriales. Cette section présente le panorama de la décentralisation dans les différents pays africains, documente les expériences de démocratie participative des communes ainsi que les systèmes de contrôle des budgets municipaux.
- Ressources. Répertoire des ressources : guides, livres, manuels et autres outils.
- Forum. Permet les discussions thématiques.
- Collaboration. Section consacrée à la formation à distance, visioconférences, etc.

Dans le cadre de cette réunion mais en marge de ce rapport, il est prévu que les deux bureaux régionaux — ENDA et Prefeitura de Porto Alegre — présentent aux membres leur premier rapport d'activité annuelle.

La plateforme de la démocratie participative est accessible sur le site: www.democratieafricaine.org

6. GROUPES DE TRAVAIL

Dans le cadre de la séance interne des membres qui s'est tenue le 11 juin à Porto Alegre, et à l'initiative du secrétariat technique lui-même, on a conclu l'accord visant la réactivation d'un espace de réflexion sur les observatoires locaux de démocratie participative grâce à la constitution d'un groupe de travail spécifique. Mais outre cela, on a décidé que cette ligne de travail serait assumée comme une des politiques les plus significatives de l'OIDP et qu'un espace serait récupéré pour les OLDP dans toutes les conférences du réseau (ligne de travail qui avait déjà été mise en place auparavant pendant le déroulement du projet URB-AL). En réponse à cette demande, on a donc constitué dans ce cadre un groupe de travail spécifique composé de 10 organisations du réseau qui ont exprimé à ce moment-là leur accord et leur intérêt pour le mettre en œuvre.

Une fois le compte rendu de la réunion approuvé, après les vacances d'été, le secrétariat a travaillé au mappage de la situation actuelle — engagement également pris par le secrétariat technique au cours de la séance interne — tant en ce qui concerne l'ancien réseau OLDP (Projet URB-AL terminé en 2007) qu'en ce qui concerne les autres observatoires existants présentant un intérêt pour l'OIDP mais n'appartenant pas à ce réseau OLDP. Dans l'entretemps, on a repris le contact avec l'OLDP de la ville de La Paz — contact perdu pendant très longtemps en raison des changements de titularité de son responsable —, qui est venue rejoindre le nouveau groupe de travail.

Une fois le mappage effectué, le secrétariat technique a produit un document permettant aux participants du groupe de se mettre en situation. Dans ce document, 3 scénarios étaient présentés : passé (projet URB-AL), présent (mappage) et avenir (feuille de route du nouveau groupe de travail). Ce document-point de départ a été envoyé aux participants du groupe à la mi-octobre.

Depuis ce moment-là jusqu'à fin novembre, on a reçu que peu d'apports :

- L'observatoire en tant qu'outil est absent en Afrique. Il doit s'introduire dans ce territoire.
- L'objet d'observation des observatoires. Observer les processus de démocratie participative qui prennent place dans une ville est un objectif vaste et ambitieux. Il conviendrait de cerner la thématique — ce qui est observé (conseils de participation ? budgets participatifs ?) — dans le but de produire des rapports plus consistants.
- En s'appuyant sur l'expérience du projet OLDP, il conviendrait de déceler les raisons pour lesquelles certains observatoires ont réussi à subsister et d'autres pas. Analyser les parcours et les raisons pour lesquelles il y a eu de la continuité ou pas.
- Il serait intéressant de définir quatre ou cinq critères d'évaluation et de systématisation des expériences réussies et de faire en sorte que celles qui n'ont pas réussi s'en inspirent.

Le secrétariat technique a également travaillé à la rédaction du document-cadre pour promouvoir un nouveau groupe de travail : « Le rôle des associations dans la participation citoyenne ». Plus tard, ce document sera présenté dans le cadre de la séance interne.

7. MISE EN MARCHÉ D'UN SYSTÈME DE CROWDFUNDING POUR L'OI DP

Une fois encore, dans le cadre de la séance interne des membres qui s'est tenue à Porto Alegre le 11 juin et vu que le réseau est un réseau d'échange, de collaboration, d'engagement, etc., on a estimé qu'il serait pertinent (d'autant plus dans la période que nous traversons) de mettre en place un système de *crowdfunding*, ou microfinancement, afin de décentraliser aussi — outre la structure — le modèle de financement du réseau.

Depuis lors, le secrétariat technique de l'OI DP a contacté les services juridiques de la mairie de Barcelone pour savoir quels seraient les futurs scénarios possibles pour l'avancement de ce projet.

L'OI DP en tant que tel n'ayant pas de personnalité juridique propre (puisque'il dépend de la mairie mais légalement ne fait pas partie de sa structure), il y aurait deux possibilités :

1. À l'occasion de l'assemblée OI DP, les associés conviennent de se constituer en sujet (association, fondation, consortium, etc.) et d'avoir une personnalité juridique propre. Cela implique l'adoption de statuts, la constitution d'une assemblée, la désignation de fonctions, etc.
2. La municipalité ne pouvant pas céder sa personnalité juridique, elle pourrait décider d'agir en tant que demandeur d'une donation et la distribuer aux autres partenaires (à la manière des programmes européens), mais cela nécessiterait une décision de commission de gouvernement ou de plénière.

Par ailleurs, le secrétariat technique de l'OI DP a contacté le responsable de Goteo et a tenu une réunion au cours de laquelle Goteo a fait part de sa volonté d'accueillir l'OI DP au sein de sa plateforme après avoir surmonté les obstacles juridiques.

8. DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION ET ÉCHANGE DE CONNAISSANCES

Le secrétariat technique a alimenté les contenus du site web en publiant des actualités, des études de cas, des informations, etc., et a prié tous les membres du réseau d'en faire autant.

En réponse à cela, certains membres tels que la fondation Solidaridad ou le gouvernement d'Aragón ont contribué à nourrir la production de connaissances en se servant du site OI DP. Cela étant, ce comportement a été résiduel et minoritaire, raison pour laquelle le secrétariat technique continuera à travailler afin que les membres du réseau utilisent le site web pour donner de la visibilité à tout ce qu'ils font en matière de participation citoyenne.

Outre la production d'une publication sur la VII^e distinction Bonne pratique en participation citoyenne, le secrétariat technique a engagé une collaboration avec Cités et gouvernements locaux unis et le Centre d'études sociales de l'université de Coimbra afin de réaliser une étude commandée par la GIZ (Agence de coopération allemande) portant sur les structures communautaires/participatives de suivi. Il a également collaboré de manière active à la réalisation de la thèse doctorale de Fabrizio Carucci (étudiant à l'université de Venise) sur l'inclusion des personnes handicapées dans les processus locaux de participation citoyenne.

En interne et dans le but d'améliorer la communication avec les membres du réseau et de leur fournir des informations toujours plus actualisées, le secrétariat technique a envoyé tous les mois depuis janvier 2013 une communication monographique ou bien un bulletin électronique de type général.

9. LANCEMENT DE L'APPEL POUR L'ÉLECTION DU SIÈGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU POUR 2014

Conformément aux dispositions du règlement pour l'élection du nouveau siège de la présidence, le secrétariat technique a ouvert l'appel deux mois avant la tenue de la conférence annuelle, plus précisément le 2 mai 2013, et l'a clos trois semaines avant la tenue de cette conférence (10 juin).

Deux villes ont exprimé leur intérêt à accueillir la conférence en 2014 et le secrétariat technique les a accompagnées et conseillées dans la préparation de leurs respectives candidatures.

10. PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS EXTERNES À L'OI DP ET VISIBILITÉ DU RÉSEAU

Au cours du second semestre 2012 et du premier semestre 2013, on a continué à travailler d'une manière toute particulière pour accroître la visibilité du réseau. C'est pourquoi, en plus d'organiser des activités propres, le secrétariat technique a participé à plusieurs conférences et séminaires internationaux.

En octobre 2012, le secrétariat technique a été invité à la II^e rencontre ibérique de budgets participatifs qui a eu lieu à Odemira (Portugal). Deux mois plus tard, l'OI DP a été invité au III^e forum pour la participation citoyenne sur le plan local par la mairie de Saragosse.

Le secrétariat technique a présenté et représenté l'OI DP à la II^e conférence sur le budget participatif aux États-Unis et au Canada, qui s'est tenue à Chicago du 3 au 5 mai. Plus précisément, il a participé à l'atelier intitulé « Promotion des connexions transnationales : réseaux internationaux et expansion mondiale du budget participatif ».

Au mois de juin, le secrétariat technique a participé au Forum des villes informées 2013 et à la conférence Incontext (Berlin, les 6 et 7 juin), une conférence dont le but était d'explorer de quelle manière, grâce à un travail conjoint, il est possible de créer un espace pour le changement et d'avancer pour obtenir des villes meilleures, des communautés plus fortes et des sociétés plus résilientes (*resilient societies*) ; plus précisément, l'OI DP a participé à une séance où étaient abordés les défis et les avantages de la création conjointe et la prise de décisions partagée. En juin aussi, l'OI DP a été invité à participer au Sommet annuel des villes du monde (Dublin, 26-28 juin), où le principal sujet de discussion et de débat a été la cocréation et la participation.

En outre, le secrétariat technique a poursuivi sa tâche de positionnement de l'OI DP comme modèle de référence dans le domaine de la démocratie participative au sein des réseaux sociaux. Le profil de Twitter comme celui de Facebook ont continué de croître. Le nombre de visites du site web, comptabilisé à partir de Google Analytics, soit environ 1 000 visites par mois (70 % des visites mensuelles étant des visites nouvelles), a également augmenté.

Prochainement, l'OIDP sera également présent au IV^e congrès de CGLU, Sommet des leaders locaux et régionaux, qui se tiendra à Rabat du 1^{er} au 4 octobre. Dans ce cadre, et après avoir reçu une réponse positive de CGLU concernant la proposition d'organisation d'un atelier sur la participation en tant que nouvelle forme de gouvernance dans l'accès aux services de base, l'OIDP co-organisera un atelier conjointement avec la Commission d'autonomie locale de CGLU.

Dans la mesure où cela sera viable sur le plan financier, le secrétariat technique assistera, aussi, à d'autres activités d'autres réseaux si leur intérêt est considéré comme prioritaire et si elles vont dans le sens de la poursuite des objectifs fixés pour 2013.

11. ACCORD DE PARTENARIAT AVEC CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU) EN VUE D'ACCUEILLIR LE SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'OIDP

L'accord précédent ayant expiré, CGLU et la municipalité de Barcelone ont convenu de prolonger leur accord de partenariat pendant une période d'une année civile (2013).

12. BUDGET 2013 EXÉCUTÉ (MAI 2013)

CONCEPT	MONTANT EN €
VII ^e distinction (conception et production de la publication en ligne et trophées)	907,5+484
Hébergement annuel du site web	653,40
Traductions	6 605,15
Convention CGLU (frais de personnel, voyages et indemnités de déplacement secrétariat technique)	58 550
TOTAL	67 200,05